

Les chefs de partis appellent à élire la compétence et l'honnêteté

Dernier week-end de la campagne électorale

● Ahmed Ouyahia à Tizi-Ouzou/«Le financement non conventionnel épargnera le pays de tout risque d'instabilité» Pages 2 et 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4328 - Dimanche 19 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Durant les dernières 48 heures

Près de 300 harraga sauvés au large des côtes algériennes

Page 24

Domaine des infrastructures de base en Afrique

Messahel sollicite l'accompagnement américain

Page 2

Le cas Hariri

Par Mohamed Habili

Ce n'est qu'après avoir séjourné à Paris que Saad Hariri doit se rendre au Liban, où tout de même il remplit la fonction de chef de gouvernement, ce que d'ailleurs il est toujours aux yeux de ses hôtes français. Dans cette étape intermédiaire qu'est la capitale française, les premiers concernés, les Libanais, sont avertis qu'il peut rester aussi bien des jours que des semaines. Une façon comme une autre de leur recommander la patience. Ils ont appris grâce à la phase saoudienne de la crise qu'en fait leur chef de gouvernement n'avait pas démissionné depuis l'étranger mais depuis son deuxième pays. Les circonstances l'ayant amené à choisir entre deux loyautés, entre celle qu'il a envers le Liban et celle qu'il voue à l'Arabie saoudite, son comportement a montré qu'il plaçait la seconde au-dessus de la première. Saad Hariri est à l'évidence d'abord un Saoudien, ensuite seulement un Libanais. On aurait de la peine à l'imaginer démissionnant à Beyrouth d'un poste qu'il occuperait en Arabie saoudite. Mais maintenant qu'il n'est ni en Arabie saoudite ni au Liban, peut-être qu'on va apprendre qu'en fait il jouit aussi de la nationalité française. On ne serait d'ailleurs étonné qu'à moitié le cas échéant. On sait déjà qu'il est un Saoudien président du Conseil des ministres au Liban. Il faut prendre garde à ce qu'il ne soit citoyen français au service de la France à la fois au Liban et en Arabie saoudite. Combien de Libanais savaient qu'il était saoudien ? Sûrement pas beaucoup.

Suite en page 3

Flambée des prix et diktat des intermédiaires

Les fruits et légumes intouchables



PH.D. R.

Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Ce sont en fait les pluies de ces derniers jours qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et de la demande fait le reste. Lire page 2

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep proche des 60 dollars

Page 5

Deux expositions d'art plastique à Constantine

Une variété de couleurs avec des thèmes multiples

Page 13

Flambée des prix et diktat des intermédiaires

Les fruits et légumes intouchables

■ Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Ce sont en fait les pluies de ces derniers jours qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et de la demande fait le reste.

Par Meriem Benchaouia

La mercuriale connaît, depuis quelques jours, une hausse affolante. Les prix sont en constante

Ahmed Ouyahia à Tizi-Ouzou
«Le financement non conventionnel épargnera le pays de tout risque d'instabilité»

LE SECRÉTAIRE général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a animé hier, un meeting électoral à Tizi-Ouzou au cours duquel il a mis l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre une gouvernance démocratique et consensuelle au sein des futures Assemblées locales qui seront élues le 23 novembre prochain en s'adressant à ses candidats. Seule cette voie permettra une réponse favorable et concrète aux préoccupations des populations et épargner les municipalités du spectre de blocage et leur paralysie. Défendant le choix du gouvernement qu'il dirige pour le financement conventionnel, Ahmed Ouyahia a souligné qu'il était l'unique solution pour épargner l'Algérie de toute situation d'instabilité sociale et économique. Il a dans le même sillage insisté que «malgré cette crise, le pays est resté debout. Et le peuple est notre force pour faire face sereinement à cette crise». Voulant rassurer les habitants de la wilaya de Tizi Ouzou, le SG du RND a soutenu que tous les projets gelés du fait de la crise financière seront dégelés, notamment le second CHU ainsi que la relance effective et continue du chantier du nouveau stade de 50 000 places. Dans le même sillage, il a annoncé qu'à la faveur de la loi de finances 2018, les futures Assemblées populaires communales bénéficieront de plans de développement à hauteur de 100 milliards de dinars et non 35 milliards de dinars comme ce fut le cas en 2017. Ahmed Ouyahia a également défendu l'une des propositions de son parti, à savoir, la décentralisation pour une meilleure et rapide prise en charge des préoccupations du citoyen.
Hamid M.

augmentation et le marché des fruits et légumes n'échappe malheureusement pas à ce qui est visiblement devenu une règle, et ce, au grand désarroi des citoyens. Sans répit pour la bourse des faibles revenus, les coûts des principaux produits agricoles restent élevés et le maintien de cette flambée s'explique difficilement.

Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement senti cette hausse. Des ménagères, rencontrées, n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étals le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Ce sont en fait les pluies de ces derniers jours qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits.

La loi de l'offre et la demande fait le reste. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. En dépit des plans échafaudés par les pouvoirs publics pour contre-carrer cette flambée, la hausse

vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Tout un arsenal d'outils pour prévenir ces fluctuations des prix, et pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo. Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier, donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs ; cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 100 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la pro-



posaient à 85 ou 90 DA. Les prix des fruits et légumes ont tous augmenté, mais les prix de ce produit ont presque doublé. Ce tubercule réputé comme légume des pauvres est, désormais, inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue était cédée à 140 DA. Les navets et la carotte étaient vendus entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron dont le prix était maintenu entre 450 et 500 DA/kg est deve-

nu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé à 80 DA/kg. Les haricots verts à 150 DA, les poivrons entre 120 et 140 DA et les courgettes à 140 DA. Le chou-fleur à 170 DA le kilo et les aubergines à 100 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 320 et 350 DA le kg, les oranges à 220 DA, les mandarines entre 180 DA et 200 DA. Les poires entre 180 et 200 DA et les pommes à 200 DA.

M. B.

Domaine des infrastructures de base en Afrique

Messahel sollicite l'accompagnement américain

Promotion de la prospérité sur le continent africain via un renforcement des échanges commerciaux et des investissements mutuellement bénéfiques entre les Etats-Unis et l'Afrique, mais aussi l'approche algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, tels ont été les point forts pour lesquels a plaidé Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion ministérielle sur la sécurité, la gouvernance, le commerce et l'investissement, tenue avant-hier à Washington.

A ce titre, au plan du développement du commerce sur le continent africain, Abdelkader Messahel a souligné, lors de ce dialogue de haut niveau, l'impératif de soutenir les efforts consentis par les gouvernements africains particulièrement dans le domaine des infrastructures de base en raison de leur rôle fondamental dans la stimulation et la facilitation du commerce et de l'investissement. Aussi, a-t-il sollicité les Etats-Unis, pays dont le développement a reposé sur la promotion des infrastructures, notamment des réseaux routiers et de chemins de fer, à accompagner l'Algérie dans cette voie, laquelle aura des

retombées positives sur le commerce intra-africain, le commerce extérieur de l'Afrique, ainsi que le développement du continent en général. Dans ce contexte, le chef de la diplomatie algérienne ne manquera pas de relever l'importance de la réalisation de la Route transsaharienne qui reliera, dès 2018, Alger à Lagos au Nigeria, dans le désenclavement des pays du Sahel et du développement économique de toute l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Est. Ceci, tout en soulignant l'apport attendu de projets similaires, dont la réalisation se poursuit avec les moyens propres de la région, tels que la liaison fibre-optique Alger-Lagos et le gazoduc qui reliera le Nigeria et l'Algérie.

L'approche algérienne de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme exposée

Par ailleurs, sur le volet sécurité, Messahel exposant l'approche algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme qui a valu que l'Algérie est aujourd'hui un pays stable et parmi les plus sûrs au monde, et rappelant le classe-

ment en 2017 de l'Institut Gallup basé à Washington, qui place l'Algérie au 7^e rang des pays les plus sûrs au monde, il affirmera que l'Algérie, ne ménageant aucun effort en faveur de la stabilité de son voisinage immédiat, continue de maintenir, à un haut niveau de vigilance, sa stratégie de lutte contre ce phénomène tant à l'intérieur de son territoire que sur ses frontières.

Ainsi, abordant la problématique de la sécurité régionale en Afrique et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, Messahel a souligné que la réussite de la lutte militaire et sécuritaire contre le terrorisme est subordonnée à être nécessairement accompagnée de politiques et programmes politiques, économiques, sociaux, culturels, éducatifs, religieux et autres prenant en charge les différentes vulnérabilités de la société, que la propagande terroriste exploite intensément.

Ce qui fera longuement revenir le chef de la diplomatie algérienne sur l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme, en reprenant notamment les trois approches complémentaires prônées avec conviction par le Président Bouteflika. Lesquelles

approches ont permis à l'Algérie de vaincre le terrorisme, de rétablir la paix et la sécurité et d'être aujourd'hui un acteur actif de la stabilité dans toute la région. Il s'agit, expliquera Messahel à ses pairs, d'abord de la mise en œuvre d'une profonde politique de déradicalisation et de prévention de la radicalisation ayant pour objectifs la suppression des facteurs pouvant engendrer la marginalisation ou alimenter l'extrémisme et la violence dans la société, le renforcement de la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la promotion de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont celles des femmes, la bonne gouvernance à travers la transparence et la lutte contre les fléaux sociaux ainsi que la promotion de la justice sociale et la lutte contre la marginalisation sous toutes ses formes et enfin la mise en œuvre graduelle de la politique de réconciliation nationale, cette voie que le peuple algérien a choisi, par référendum, et à une écrasante majorité, d'abord en 1999, pour appuyer la politique de concorde civile, puis en 2005 pour soutenir la politique de réconciliation nationale.

Lynda Naili

Les chefs de partis appellent à élire la compétence et l'honnêteté

Dernier week-end de la campagne électorale

■ Lors du dernier week-end de la campagne électorale pour les locales du 23 novembre, les chefs et leaders des partis ont appelé les électeurs à choisir le bon candidat, élire des personnes compétentes et honnêtes et à s'éloigner des élus traditionnels.

Par Thinhinene Khouchi

A cinq jours de la fin de la campagne électorale pour les locales du 23 novembre, les partis accélèrent le pas et tentent de convaincre les électeurs à aller voter. En effet, Les chefs des partis ont appelé à élire des personnes compétentes qui seront à la hauteur des espérances des citoyens et à leur écoute, en mesure de booster le développement local et non pas des élus qui ne feront que de l'opposition pour l'opposition sans aucun objectif. Dans ce sens, le SG du RND, Ahmed Ouyahia, ayant mis l'accent sur les compétences et l'intégrité des candidats de son parti qu'il a appelés à demeurer au service du pays, a souligné que «les citoyens ont besoin d'élus compétents, capables de réaliser le développement local et de prendre en compte leurs préoccupations», appelant les électeurs à voté massivement pour la compétence et l'honnêteté.

Le président du parti El Karama, Mohamed Benhamou, a appelé les citoyens à choisir ceux qui les représenteront dans les prochaines Assemblées communales et de wilaya sur la base de la compétence et non pas pour des considérations d'appartenance tribale. Il a estimé qu'en choisissant les compétences, le citoyen choisira ceux qui sauront servir l'intérêt général et œuvrer pour le développement de la commune et de la wilaya. Pour lui, il faut s'éloigner de cette solidarité sociale électorale, car elle tue le sens du travail et de la créativité. Il a, dans le même contexte, invité les jeunes à prendre le flambeau et être les dignes héritiers de leurs aïeux



en jetant les bases d'une véritable démocratie participative indispensable pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays. Idem pour le SG de l'Alliance nationale républicaine qui a affirmé que le peuple se devait de faire le bon choix et de participer massivement à ce scrutin afin d'élire des compétences à même de servir ses intérêts durant les cinq prochaines années, et les a appelés à s'éloigner des élus traditionnels. A Mila, le président du parti Ennour qui représente l'Alliance TAJ, Badredine Belbaz, a considéré le rendez-vous électoral pour les APC-APW comme une opportunité à même de permettre à des compétences d'accéder à des postes de gestion dans le but de soutenir le développement local et le mettre au service des citoyens.

Lors de ce week-end, les discours des leaders ont été axés sur des points forts tels que le renforcement des prérogatives

des présidents d'APC, la préservation de la sécurité et la stabilité du pays et le parachèvement du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Depuis Alger, le président du MPA, Amara Benyounès, a plaidé pour une reprise totale des prérogatives par les P/APC afin de libérer l'investissement, freiné en grande partie par le problème du foncier. Le P/APC, s'est-il interrogé, est le premier magistrat de la commune. «Trouvez-vous normal que les décisions prises par le président d'APC, en concertation avec son Assemblée, ne soient pas applicables sans l'aval du chef de daïra ?» Allant dans le même sens d'idées, le mouvement El Islah a appelé à la révision des codes communal et de wilaya afin d'accorder de larges prérogatives aux élus. Il a insisté sur l'importance de leur remettre la gestion du foncier, l'investissement et l'habitat. Ghouini n'a pas manqué de sou-

ligner l'importance du parachèvement du processus de réconciliation nationale qui se concrétise, selon lui, grâce aux efforts de l'Etat et des membres de la société et ce, en le qualifiant de réalisation la plus importante en Algérie après le référendum d'autodétermination. De son côté, le FLN a mis l'accent sur le parachèvement du programme du Président Bouteflika, par le renforcement des structures de base de l'Etat et l'implication des communes dans le développement régional et national. En effet, Ould Abbès a appelé à la mobilisation des citoyens pour créer de la richesse afin de répondre aux besoins des populations de l'Algérie profonde qui ont droit à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, au gaz, au logement social et rural, tout en évoquant les réalisations du chef de l'Etat lors des 18 années de gouvernance, dont le retour de la paix et de la stabilité du pays.

T. K.

Elections locales à Béjaïa

Intense dernière ligne droite

Vingt jours sont passés de la vie de la campagne électorale pour les élections locales du 23 novembre en cours. Il ne reste que quelques heures aux candidats pour convaincre. Conscient de l'enjeu, ces derniers ont accéléré le rythme des rencontres et durci les discours et n'hésitent parfois pas à donner des promesses afin de devancer leurs rivaux des autres listes. Cette dernière ligne droite semble réveiller tout le monde. A Akbou, les candidats du RCD à l'APC et à l'APW ont animé un meeting à la salle de cinéma où ils ont exposé leurs programmes électoral, un programme réalisable», dira Bachir Fahloune tête de liste dans cette deuxième plus grande localité de la wilaya. Il dira : «Nos candidats sont tous des militants pas des personnes importées

des autres partis ou parrainés, comme le font certains». Et d'ajouter : «Ils sont là pour servir les citoyens», assurant l'assistance : «Nous avons des solutions à la crise qui secoue la commune depuis plus de dix ans et vous n'avez qu'à aller voter sur notre liste le jour «J» pour vérifier que nous sommes capables de relever ce défi et régler les problèmes du sous-développement légué par certains et qui touche de plein fouet la commune». Les candidats du RCD ont ensuite ouvert le débat et écouté les citoyens qui leur ont posé une foultitude de questions auxquelles ils sont confrontés. Les candidats ont pour leur part tenté de répondre à tout le monde et exposé les solutions qu'ils comptent mettre en œuvre. Les candidats des listes du FFS aux APC et

l'APW ont sillonné ces derniers jours de nombreux villages et localités. Les candidats du FFS continuent de sillonner les communes et villages, notamment à Amizour, Draâ El-Kaïd, Fénaïa, Béjaïa notamment, à Sidi-Ali Labher, Kendira, etc. Ces dix derniers jours ont été intenses pour ces derniers qui jettent toutes leurs forces pour tenter de garder leur aura dans la région qui est leur bastion, sachant que le parti de feu Ait Ahmed a perdu beaucoup de terrain dans la wilaya de Béjaïa. A Tazmalt, la liste indépendante «Assirem», le FLN, le RND, le FFS, le FA et le MPA qui a parrainé le maire sortant se livrent une véritable bataille sur le terrain et la tension est palpable dans les meetings des uns et des autres. Tous les coups sont permis pour glaner des voix.

Mercredi dernier, un supporter de la liste indépendante «Assirem» a été agressé par un supporter du maire sortant. Il a été sérieusement blessé au visage et à la main pour avoir tenté de faire du tapage lors d'un meeting. C'est dire, enfin, le manque d'assurance des uns et des autres sur l'issue de cette élection que personne ne pourra dessiner la répartition des sièges sur les six listes en course. Vendredi après-midi, c'était la liste indépendante à l'APW «Ensemble Pour Construire l'Avenir» qui a animé un meeting à Tazmalt. La tête de liste Zahir Attouche a présenté son programme et il a été soutenu par Karim Tabbou ex-premier secrétaire national et transfuge du FFS. Hier, le candidat a animé un autre meeting à la maison de la culture de Béjaïa. A

LA QUESTION DU JOUR

Le cas Hariri

Suite de la page une

Quand on est un politique quel que part, a fortiori de premier plan, ce n'est pas le genre de choses qu'on a tendance à crier par-dessus les toits. Un homme d'affaires, un artiste, un quidam, peut se permettre d'afficher sa double ou même sa multiple nationalité. Pas un politique, qui sait très bien combien cela le servirait. En tout cas, il a fallu que le ministre saoudien se mette à en parler. Aucun d'entre eux, ni saoudien, ni libanais, ni français, n'en a fait état avant cela. Ils ne le savaient donc pas. D'où la question qui se pose : Michel Aoun, le président libanais, dont on sait combien il est peu ami avec les Saoudiens, savait-il que son Premier ministre était saoudien ? Autre question à hasarder : le ministre saoudien avait-il vraiment besoin de révéler que Hariri était comme lui un Saoudien ? Il a donné cette information en apparence pour nier que Hariri soit retenu contre sa volonté. S'il est dans son pays, il ne peut s'y trouver que librement. Argument pour le moins faible, aujourd'hui plus que jamais en Arabie saoudite. Et si par hasard il l'a fait pour le brûler, comme on dit, en guise de représailles justement pour avoir accepté de quitter, lui et sa famille, son pays d'adoption ? L'air qu'a pris Adel al-Jubeir pour le dire, alors qu'il était en présence de son homologue français, pourrait plus que justifier cette question, y répondre par l'affirmative. Mais restons prudent, d'autant que cette affaire est loin d'avoir révélé tous ses dessous. Sur un point au moins on peut faire confiance aux Saoudiens : ils ne retiennent pas contre sa volonté Hariri. En effet, s'il est saoudien, il suffit au roi de lui intimer l'ordre de rester chez lui, de ne pas retourner à Beyrouth. Nul besoin de contrainte d'aucune sorte pour cela.

M. H.

Akbou, le RND dont la liste est conduite par le maire sortant de la commune d'Ighram a animé un meeting hier à la salle de cinéma. Celui-ci assure que le programme a été élaboré en étroite collaboration avec le mouvement associatif et ces derniers seront partie prenante de toutes les décisions qui concernent le développement de la commune et ses villages s'il est élu maire. Enfin il faut dire que le rythme de la campagne a gagné en intensité ces derniers jours.

Hocine Cherfa

Gaid Salah en visite de travail à la 1^{re} RM

Suivi des programmes de préparation au combat

■ Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, effectuera demain dimanche 19 novembre 2017, une visite de travail et d'inspection à la 12^e Division d'infanterie mécanisée à Djelfa et le 20 novembre 2017 au Poste de Commandement de la 1^{re} Région militaire.

Par Hasna Y.



Ph/D. R.

Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) effectuera à partir de dimanche une visite de travail à la 1^{re} Région militaire dans le cadre

du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat au titre de l'année 2017/2018, indique hier le ministre de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah,

vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire effectuera demain dimanche 19 novembre 2017, une visite de travail et d'inspection à la 12^e Division d'infanterie mécanisée à Djelfa et le 20 novembre 2017

au Poste de Commandement de la 1^{re} Région militaire», précise la même source.

«Cette visite, qui rentre dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat au titre de l'année 2017/2018, sera une

opportunité durant laquelle le général de corps d'Armée aura à inspecter quelques unités et tenir des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région», conclut le communiqué.

H. Y./APS

FLN à Béjaïa

«Nos adversaires critiquent les décisions qu'ils ont eux-mêmes cautionnées»

Critiqué et attaqué de toute parts par des candidats des autres listes concurrentes, le Front de libération nationale (FLN), présent avec 49 listes APC et une APW, répond à ses détracteurs sans les ménager. Dans une conférence de presse animée en fin de semaine dernière, Abdelhamid Merouani, maire sortant de la commune de Béjaïa et Mouhamed du FLN, estime que son bilan est «positif». Le conférencier, candidat à sa propre succession à l'APC du chef-lieu de Béjaïa, répond dans le détail et point par point aux attaques virulentes de ses adversaires qui cherchent à le discréditer et par là le disqualifier de cette course. Pour ce faire, il s'est basé sur le visuel pour convaincre que son bilan est positif. Il a diffusé un reportage vidéo parlant de la gestion des autres années portant sur tous les chapitres, estimant que son bilan est positif et que la responsabilité est partagée avec tous les partis composant l'Assemblée qu'il a dirigée pendant cinq ans, allant jusqu'à rappeler les postes de responsabilité occupés par chaque formation, notamment le FFS avec une vice-présidence (finances) et deux présidences de commissions (hygiène et sport). Il rappellera également que «toutes les délibérations de l'Assemblée ont été votées unanimement». Façon de dire que tout le monde est impliqué dans ce bilan et les attaques qu'il essuie ne sont que des manœuvres partisans et plus que cela, des diversions pour faire oublier l'essentiel. «On ne peut pas critiquer une gestion qu'on a cautionnée pendant cinq ans», dit-il à l'endroit de ceux qui ces derniers jours l'ont pris pour cible. Il en est de même pour la gestion du comité des fêtes de la ville au sein duquel «toutes les

formations sont représentées». Abdelhamid Merouani soulignera qu'il a rappelé avoir présenté ses bilans chaque année en réunissant le mouvement associatif, représentant des quartiers et villages de la communes et autres domaines culture, social et scientifique. «Nous nous sommes toujours concertés avec les 268 associations que compte la commune et c'est avec elles que nous avons réussi le pari de développer la commune», souligne-t-il. S'agissant de l'hygiène dans la commune, le maire de Béjaïa se défend d'avoir laissé la situation s'aggraver, soutenant que «la ville de Béjaïa a toujours eu ce problème et la situation est restée la même en dépit d'un départ massif des éboueurs en retraite et le gel des recrutements». Il dira : «Pour qu'une solution se dégage, l'Assemblée a voté à l'unanimité en faveur d'une subvention de l'Epic du CET de Sidi Boudraham». Et d'ajouter : «Cet Epic aura à prendre en charge la collecte des déchets ménagers et le balayage des trottoirs de la ville avec un recrutement de plus de trois cents travailleurs». Concernant le logement, le candidat du FLN parle «de 3 000 logements qui seront fin prêts en 2018 et que la priorité sera accordée aux familles recasées dont le nombre s'élève à 500». Il rassure les demandeurs de logements que la commune est dotée d'un programme conséquent de 7 000 unités à réaliser à Sidi-Boudraham. Il promettra de l'eau en H24 pour la commune à partir d'avril 2018, avant de démentir les rumeurs selon lesquelles il utilise des véhicules de l'APC pour la campagne et l'achat du dernier match au profit du MOB contre la JSMB, promettant 10 milliards pour chaque club s'il est reconduit à la tête de l'Assemblée.

Enfin, Hamid Belhoucine, tête de liste du FLN à l'APW, a pris la parole, s'engageant à son tour à débloquent les projets structurants gelés en raison de la crise économique née de la chute des prix de l'or noir.

Seddik Chihab : «Le RND propose des solutions concrètes»

En l'absence d'Ouyahia, sûrement occupé par ces tâches gouvernementales en ces temps de crise, le RND a fait appel à Seddik Chihab, porte-parole du parti, pour animer un meeting électoral en faveur des listes du parti à Béjaïa. S'exprimant, hier, devant les militants et partisans de son parti, le porte-parole du RND dira : «Les prochaines Assemblées populaires issues du scrutin du 23 novembre devraient être des Assemblées d'expression démocratique et une base effective de la décentralisation».

M. Chihab a ensuite parlé des rôles que devraient jouer les futures Assemblées. Il dira : «L'APC doit être une institution créatrice de richesses qui répondra aux aspirations locales en matière d'investissements et de création d'emplois», précisant que «cette institution doit être moderne et ne doit pas s'occuper seulement des routes et des trottoirs qui restent des opérations, mais d'opérations plus importantes».

Il semble que ce sont là les contours des nouveaux rôles qui seront attribués aux Assemblées populaires communales dans les nouvelles lois qui libéreront les prérogatives des élus locaux de la bureaucratie.

Seddik Chihab estime que «le RND est toujours là pour porter le pays au rang

des nations développées», soulignant que «son parti a souvent cédé sur certains aspects et ce, pour l'intérêt de la nation et pour que les institutions du pays restent debout». Abordant la situation politique du parti, il fera observer qu'il s'inspire de celui du président de la République». Abordant la situation politique localement, il a estimé que «la population de Béjaïa a été trop longtemps otage d'une surpolitisation au détriment de son développement et du bien-être des citoyens». Il a précisé que son parti propose «des solutions concrètes» aux problèmes des citoyens, en donnant, poursuit-il, «la priorité à l'emploi et au développement local». Au sujet des dernières décisions prises par le Premier ministre et SG du RND, le N°2 du RND a qualifié la décision de recourir au financement non conventionnel de «solution courageuse, dont les conséquences doivent être assumées par tous». Auparavant, les têtes de listes APC et APW ont développé chacun le programme qu'ils défendent localement. Hocine Kerrouche, tête de liste du parti à l'APW, n'a pas été tendre envers les partis ayant présidé aux destinées de la wilaya durant plusieurs mandats, leur disant de faire d'abord leurs bilans avant de discuter sur leur programme. «Avant de venir nous proposer vos projets, dites-nous d'abord ce que vous avez fait durant tout ce temps». Il a ensuite appelé à la vigilance au sujet de «la bipolarité politique qui a déjà entravé sérieusement le développement local». «Ils disent (allusion au RCD et au FFS) que le gouvernement a échoué et prônent des bilans positifs de leurs APC, jouant sur les sensibilités et l'amalgame qu'ils entretiennent sciemment».

Hocine Cherfa

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep proche des 60 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 59,98 dollars le baril, contre 59,79 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web.

Par Salem K.

Le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, le pétrole a terminé en nette hausse, porté par des propos rassurants du ministère saoudien de l'Energie sur l'éventuelle extension de l'accord engageant l'Opep à limiter sa production. Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier s'est apprécié de 1,36 dollar ou 2,21% pour finir à 62,72 dollars. Il a cédé 1,26% sur la semaine. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en décembre, référence américaine du brut, a pris 1,41 dollar, ou 2,56%, pour clôturer à 56,55 dollars sur le New York Mercantile Exchange. Sur la semaine, le baril a perdu 0,35%. « Nous devons admettre que nous n'aurons pas atteint notre objectif fin mars », quand l'accord de limitation de la production arrivera à son terme, a expliqué le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh, à Bonn, en Allemagne, en marge



de la conférence climat de l'ONU. Cet accord vise à restreindre l'offre mondiale d'or noir pour épuiser les réserves surabondantes et faire remonter les prix du pétrole. Déjà renouvelé une fois, il lie jusqu'à fin mars l'Opep à d'autres producteurs, dont la Russie. Mais l'Arabie saoudite a d'ores et déjà affirmé sa volonté de renouveler l'accord jusqu'à fin 2018 lors de la prochaine réunion de l'Opep et de ses partenaires, le 30 novembre à Vienne. « L'Opep et ses partenaires ont à plusieurs reprises indiqué leur souhait de voir cet accord prolongé mais de légers doutes sont apparus

jeudi », a souligné un analyste. Les propos du ministre saoudien « ont réconforté le marché ». « La question maintenant est surtout de savoir combien de temps ils vont le prolonger », a-t-il ajouté. Rapportés par l'agence Bloomberg, le ministre saoudien a notamment affirmé compter sur le soutien de la Russie, se disant « totalement convaincu » que Moscou serait « à 100% » derrière la décision qui serait prise. Les doutes sur l'extension de l'accord étaient apparus « après des remarques de la part de compagnies pétrolières russes », a indiqué Phil Flynn, de Price Futures Group. Ces entreprises

« cherchent désespérément à augmenter leur production pour essayer d'engranger le plus possible d'argent maintenant, au moment où les prix sont au plus haut depuis deux ans et demi », a-t-il souligné. « Mais le président russe, Vladimir Poutine, ne va pas se laisser convaincre car il regarde la situation dans son ensemble et comprend le pouvoir politique qui accompagne des prix du pétrole plus élevés », a-t-il avancé. Le récent accès de faiblesse du dollar joue aussi un rôle dans le rebond des cours du brut selon M. Flynn. Un billet vert moins cher rend en effet plus attractif les achats de brut, libellé

en dollar, pour les investisseurs munis d'autres devises. Dans son dernier rapport, l'Opep avait revu à la baisse ses prévisions de croissance de la production du pétrole, montrant des « signes croissants que le marché pétrolier avance doucement vers un rééquilibrage ». Pour ce qui est de la consommation de l'or noir, l'organisation table sur une hausse de 1,53 million de barils par jour (mbj) cette année à 96,94 mbj, contre 1,45 mbj auparavant, selon son rapport mensuel sur le marché publié lundi dernier. L'Opep constate notamment une demande meilleure qu'anticipée en Chine au troisième trimestre. Pour l'année prochaine, la consommation est attendue en hausse de 1,51 mbj, soit 130 000 bj de mieux que la prévision publiée en octobre, du fait d'attentes plus optimistes en Europe, dans la région Asie-Pacifique et dans certains pays africains. Une réunion des ministres de l'organisation est attendue pour la fin du mois en cours pour discuter d'une prolongation de l'accord de réduction de la production au-delà de mars 2018. Pour rappel, lors de la réunion de décembre 2016, onze producteurs de pétrole non-Opep ont coopéré avec les 13 pays membres de l'Opep en vue de rééquilibrer le marché mondial du pétrole en baissant la production de 1,8 million de barils par jour.

S. K. / APS

Changes

L'euro monte un peu face à un dollar toujours affaibli

L'euro montait un peu vendredi face à un dollar qui restait lésé par les incertitudes qui continuent d'entourer la réforme fiscale aux Etats-Unis malgré son adoption jeudi par la Chambre des représentants. L'euro valait 1,1798 dollar, contre 1,1772 dollar jeudi soir. La devise européenne restait toutefois à distance de sa performance de mercredi, quand elle avait atteint 1,1861 dollar, son niveau le plus élevé en quatre semaines et demie. La monnaie unique européenne perdait du terrain face à la devise japonaise, à 132,12 yens pour un euro contre 133,05 yens jeudi soir. Le billet vert aussi baissait face à la monnaie nipponne, à 111,96 yens pour un dollar – son niveau le plus faible en un mois – contre 113,02 yens la veille. Le président américain Donald Trump a remporté une victoire avec le vote jeudi par la Chambre des représentants de son projet de réforme « historique » de la fiscalité, la majorité

républicaine de la Chambre tenant bon malgré l'opposition des démocrates et de 13 des 240 élus républicains. Mais la prochaine étape, au Sénat, s'annonce plus imprévisible. L'objectif de Donald Trump est de faire adopter la refonte de la fiscalité avant la fin de l'année, afin que les Américains commencent 2018 avec un nouveau code des impôts. La réforme baisserait notamment l'impôt sur les sociétés de 35% à 20%. « L'euro a réussi à profiter de la baisse du dollar cette semaine, mais lors des dernières 48 heures (son) élan » s'est un peu tassé, a observé un analyste. Malgré la faiblesse du dollar, la hausse de la devise est « plafonnée par les perspectives prudentes de la BCE (Banque centrale européenne) et ses réticences à relever ses taux d'intérêt dans un futur proche », a expliqué l'analyste. De son côté, la livre britannique peinait à concrétiser le mouvement de

reprise observé après son accès de faiblesse du début de semaine en raison d'un regain d'incertitudes politiques au Royaume-Uni. Mais « il est important de garder à l'esprit que ces gains pourraient disparaître dans un nuage de fumée si de nouvelles tensions apparaissent au sein du gouvernement de (la Première ministre) Theresa May », a prévenu un autre analyste. M^{me} May s'est rendue vendredi au Sommet européen consacré aux questions sociales à Göteborg (Suède). En marge de la rencontre, elle s'est entretenue avec le président du Conseil européen Donald Tusk pour discuter des avancées des discussions sur le Brexit, mais aussi avec ses homologues irlandais, polonais et suédois. L'Union européenne (UE) a demandé vendredi au Royaume-Uni du travail supplémentaire afin de progresser dans les négociations sur le Brexit d'ici début décembre, si Londres veut espérer passer à la phase

suivante des discussions, sur la future relation, avant la fin de l'année. Le livre britannique se stabilisait face à la monnaie unique européenne, à 89,24 pence pour un euro, et montait face au dollar, à 1,3220 dollar pour une livre. La devise suisse montait face à l'euro, à 1,1658 franc suisse pour un euro – après avoir atteint 1,1722 franc, son niveau le plus faible depuis mi-janvier 2015. La monnaie suisse gagnait aussi du terrain face au billet vert, à 0,9880 franc pour un dollar. La devise chinoise a terminé en hausse face au billet vert, à 6,6268 yuans pour un dollar contre 6,6303 yuans jeudi. L'once d'or a fini à 1.284,35 dollars au fixing du soir, contre 1 280 dollars jeudi. Le bitcoïn valait 7 885,17 dollars – après être monté à 7 997,17 dollars, un nouveau sommet historique – contre 7 888,96 dollars jeudi soir, selon des données compilées par Bloomberg.

A.O.

Canada
Inflation
de 1,4% sur un
an en octobre

LES PRIX à la consommation au Canada ont augmenté de 1,4% en octobre sur un an, une progression ralentie en raison de la décélération des prix de l'essence, a annoncé l'institut de la statistique. En septembre, l'inflation avait atteint 1,6% sur un an. Les économistes tablaient sur une hausse de 1,3%. Sur un mois, les prix ont progressé de 0,2% en octobre. Les prix de l'essence ont augmenté de 6,5% en octobre sur un an, après une hausse de 14,1% le mois précédent dans la foulée de l'ouragan Harvey au Texas, selon Statistique Canada. Les transports sont la composante des prix ayant connu la plus forte hausse en octobre, à 3% d'une année à l'autre. Le prix des véhicules a notamment connu sa hausse la plus marquée sur un an depuis mars 2017. Hors essence, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,3% en octobre sur un an, après une hausse de 1,1% en septembre. Sept des huit composantes de l'indice des prix étaient en hausse en octobre sur un an, la seule exception étant l'habillement et les chaussures, dont les prix ont diminué de 1,5%.

R.E.

Tipasa / Investissement touristique

Annulation de 59 décisions de concession illégales

■ Le tribunal administratif de Blida a annulé 59 décisions de concession d'assiettes foncières accordées de façon illégale à des investisseurs dans le secteur touristique à Tipasa, a déclaré le directeur des Domaines de la wilaya, Ali Boukrirene.

Par Ahlem N.

La direction des Domaines de la wilaya a introduit, depuis 2016, de nombreuses plaintes en vue de l'annulation de décisions de concession relatives à un foncier global de près d'une centaine d'hectares, sis en grande partie dans des Zones d'expansion touristique (ZET) non agréées, a indiqué le même responsable dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre ayant réuni le wali Moussa Ghelai avec des investisseurs dans le secteur du tourisme. M. Boukrirene a souligné, à ce propos, que justice a été rendue à propos de 39 décisions délivrées illégalement en 2016, en plus d'une vingtaine d'autres délivrées cette année. Il a fait savoir que ces décisions manquaient de quatre conditions nécessaires pour leur conformité à la loi, à savoir la disponibilité d'un foncier légal, l'adoption du plan d'aménagement touristique par le Gouvernement, l'accord de l'Agence nationale de développement du tourisme et l'accord de principe du ministère du Tourisme. Dans ce contexte, le directeur des domaines de la wilaya de Tipasa a fait part de nouvelles procédures introduites au titre du projet de la loi de finances 2018, susceptibles de relancer les investissements et la dynamique de développement,



Ph. > D. R.

notamment à travers l'obligation faite aux opérateurs de concrétiser leurs projets dans des délais bien déterminés, a-t-il dit. Ces procédures, a ajouté le wali, facilitent l'engagement de mesures d'annulation des décisions de concession d'assiettes foncières, par les autorités locales, en vue de les accorder à d'autres investisseurs plus sérieux. Durant cette rencontre à laquelle ont pris part une trentaine d'investisseurs dans le domaine touristique, Moussa Ghelai s'est engagé à être à l'écoute des préoccupations de ces derniers et à lever les contraintes entravant le lan-

gement de leurs projets, qu'ils se doivent de lancer dans les plus brefs délais, a-t-il insisté. Après avoir rappelé les multiples incitations de l'Etat visant le lancement d'investissements susceptibles de contribuer à l'édification d'une économie forte, le wali a mis en garde les promoteurs de projets négligents, en les informant que ses services ont introduit huit plaintes devant la justice en vue de la récupération d'assiettes de certains promoteurs n'ayant toujours pas lancé leurs projets. Des instructions fermes ont été, en outre, données aux membres de la commission du guichet

unique en vue de statuer en une seule séance. S'exprimant au sujet des 22 ZET prévues dans la wilaya, M. Ghelai a signalé l'introduction des dossiers de quatre d'entre elles auprès du Secrétaire général du Gouvernement, alors que six autres dossiers se trouvent en examen auprès du ministère du Tourisme, six encore au niveau des assemblées populaires communales et enfin six font l'objet d'études techniques. Selon Moussa Ghelai, la wilaya de Tipasa a enregistré 39 projets d'investissement dans le secteur touristique, dont 18 promoteurs

possèdent leur propre foncier, et ont déjà procédé au lancement de la réalisation de cinq projets d'hôtels et de stations de services et de repos. Les 19 autres promoteurs ont bénéficié de décisions de concession foncière et ont procédé, à ce jour, au lancement de cinq projets, dont deux villages touristiques.

A. N./APS

Tizi-Ouzou

Plus de 9 600 foyers seront raccordés au gaz naturel durant ce mois

Quelque 9 616 foyers de la wilaya de Tizi-Ouzou seront raccordés au réseau de gaz naturel durant le mois de novembre, a indiqué le directeur local de la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre (SDC). Rencontré en marge d'une sortie de travail du wali, Mohammed Bouderbali, dans la daïra de Larbâa n'Ath Irathen, Mohamed Djouadi, a ajouté que ce programme touchera un total de 51 foyers relevant de 14 communes de la wilaya, ce qui permettra aux familles bénéficiaires de passer un hiver au chaud, loin des tracasseries liées à l'approvisionnement en gaz butane. Un programme de mise en service, s'étalant sur cinq étapes, qui a débuté le 1^{er} de ce mois de novembre, a été tracé par la direction de Tizi-Ouzou de la SDC, a-t-on appris du même responsable. Après le raccordement de 5 084 foyers des

communes de Yakourène, Boudjima, Larbâa n'Ath Irathen, Boghni et Ait Khelili, durant la période allant du 1 au 11 de ce mois, la direction locale de la SDC a entamé l'opération de mise en service du gaz au profit de 608 foyers des localités d'Azeffoune, Tizi-Ouzou et Ouacifs, opération qui a débuté dimanche dernier et qui se poursuivra jusqu'à samedi prochain. Durant la semaine allant du 19 au 25 novembre courant, pas moins de 3513 familles vivant dans les communes de Ain Zaouïa, Makouda, Souk El Tenine Boudjima et Ait Yahia, bénéficieront de ce combustible, alors que 411 autres familles de la localité de Timizart, vont pouvoir en profiter à partir de la dernière semaine de ce mois, selon le même programme des mises en service communiqué à l'APS. Ces nouveaux branchements ayant nécessité la réalisation de pas moins

de 310,71 km de réseau de distribution du gaz naturel, porteront à 26 999 le nombre total des foyers raccordés depuis le premier janvier 2017, a-t-on appris de même source. Lors de sa visite de travail dans la daïra de Larbâa n'Ath Irathen, le wali a procédé à la mise en service du gaz destiné aux 1898 familles bénéficiaires des villages d'Ait Atteli, Taourirt Mokrane et Ait Frah. Les travaux de raccordement de ces foyers a nécessité la mobilisation d'un montant de 495 millions de DA, a-t-il souligné. Le chef de l'exécutif local a ajouté que d'ici la fin de l'année, l'effort sera maintenu pour le raccordement d'un maximum de foyers pour que le citoyen puisse bénéficier de ce produit extrêmement important pour le confort des familles en particulier en période hivernale.

Said F.

El Tarf

Production de 7 000 quintaux de liège

Une production de 7 000 quintaux de liège a été enregistrée, cette année, dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le conservateur local des forêts. Lancée au courant du mois de juin dernier et achevée en octobre dernier, la campagne de déliègeage a été marquée, selon Rahal Lazhar, par

une suspension de près d'un mois en raison des nombreux foyers d'incendies enregistrés à travers différentes communes de cette wilaya frontalière. Les sinistres ont, rappelle-t-on ravagé plusieurs hectares de Subéraie, localisés notamment à Hammam Béni Salah, El Kala et Zitouna, ce

qui nécessite, aujourd'hui, le renforcement des mesures de défense et un suivi régulier des parcelles endommagées en vue de leur régénération et permettre la pérennité de cette richesse naturelle, a-t-on soutenu. Pas moins de 280 ouvriers ont été recrutés dans le cadre de cette campagne

de déliègeage laquelle a été confiée, a noté le conservateur des forêts, à l'entreprise régionale du génie rural "Babors". Il est à rappeler la subéraie de la wilaya d'El Tarf représente plus de 57% de sa superficie forestière qui s'étale sur plus de 160 000 hectares.

A.N.

Constantine Placement de plus de 11 000 demandeurs d'emploi en dix mois

UN TOTAL de 11 346 demandeurs d'emploi a été placé par l'Agence nationale de l'emploi (Anem) au cours des dix premiers mois de l'année 2017 dans la wilaya de Constantine, a déclaré le chargé de communication de l'antenne locale de cette agence, Imad Henni. Durant les dix premiers mois de l'année en cours, 9 590 demandeurs d'emploi ont été placés dans le cadre de la formule dite «classique», 788 dans le cadre du DAIP (dispositif d'aide à l'insertion professionnelle) et 968 autres dans le cadre des CTA (contrat de travail aidé), a indiqué le responsable. M. Henni a également déclaré que le nombre de chômeurs ayant trouvé un emploi par l'entremise de son agence à travers les différents contrats d'insertion a enregistré une baisse par rapport à l'année 2016 qui a vu l'insertion de 14 000 demandeurs d'emploi, dont 11 210 dans le cadre classique et 1 412 autres à travers la formule du DAIP. Cette baisse est due au ralentissement de l'investissement et la consommation des quotas attribués aux entreprises économiques de la wilaya de Constantine, a-t-il expliqué.

R.R.



Libye

Des migrants vendus aux enchères comme esclaves

■ Des journalistes de CNN ont filmé une vente aux enchères d'êtres humains. L'ONU a dénoncé une situation «inhumaine», et la Libye assure qu'une enquête va être ouverte. «Qui a besoin d'un mineur ? C'est un mineur, un grand homme fort, il va creuser». Les journalistes ont filmé en cachant leurs caméras, en Libye, non loin de la capitale, Tripoli.

Par Lamine H.

En l'espace de quelques minutes, ils ont assisté à la vente d'une douzaine de migrants, cédés par des passeurs pour des sommes allant de 500 à 700 dinars libyens (jusqu'à 435 euros). Ces «marchés aux esclaves» se dérouleraient une ou deux fois par mois. Cette enquête de la chaîne américaine met en lumière les situations d'esclavage auxquelles sont réduits de nombreux migrants qui transitent par la Libye pour gagner l'Italie, porte d'entrée en Europe. Interrogé par les journalistes de CNN, un ancien esclave qui est parvenu à s'enfuir raconte son quotidien : «Ils vous font travailler de force et ils vous battent». Un officiel libyen interrogé en octobre a confirmé avoir bien entendu «des rumeurs» mais «rien ne se passe devant nous». A la suite des révélations de CNN, les autorités ont assuré qu'une enquête allait être ouverte.

«Horreurs inimaginables»

Le Haut Commissaire des Nations unies (ONU) aux droits humains, Zeid Ra'ad Al-Husseini, a vivement dénoncé la détérioration des conditions de détention des migrants en Libye, qualifiant d'«inhumaine» la coopération de l'Union européenne (UE) avec ce pays. Il a également



Ph. > D. R.

rapporté les souffrances de ces migrants, disant que cet «esclavage des temps modernes» constituait un «outrage à la conscience de l'humanité». «La communauté internationale ne peut pas continuer à fermer les yeux sur les horreurs inimaginables endurées par les migrants en Libye, et prétendre que la situation ne peut être réglée qu'en améliorant les conditions de détention». En première ligne dans les accords avec les Libyens, le ministre italien de l'intérieur, Marco Minniti, a répondu en évoquant les efforts de son pays en faveur du rapatriement volontaire de 9 500 de ces migrants cette année vers leurs pays d'origine et du

transfert à venir d'un millier de personnes «fragiles» (femmes, enfants, personnes âgées) vers des pays tiers.

Une pratique de plus en plus fréquente

Ce n'est pas la première fois qu'un tel commerce est dénoncé. En avril, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avait fait savoir que la traite d'êtres humains était devenue une pratique de plus en plus fréquente chez les passeurs. Interrogés par l'OIM, des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest disaient avoir été achetés et revendus dans des garages et des parkings de la ville de

Sabha, localité du sud de la Libye, par laquelle passent de nombreux exilés. Ils sont vendus entre 200 et 300 dollars (entre 190 et 280 euros) et retenus deux à trois mois en moyenne. Originaires surtout du Nigeria, du Sénégal et de la Gambie, les migrants sont capturés alors qu'ils font route vers le nord de la Libye, d'où ils comptent gagner l'Europe en traversant la Méditerranée. Tout au long de ce voyage, ils sont la proie de groupes armés et de réseaux de passeurs, qui tentent parfois de leur extorquer de l'argent. La plupart des migrants sont utilisés comme travailleurs journaliers dans les secteurs de la construction et de l'agriculture.

Tunisie

Le taux de chômage se stabilise à 15,3% au 3^e trimestre

Le taux de chômage en Tunisie n'a connu d'augmentation au troisième trimestre 2017 par rapport au second trimestre. Il s'est maintenu à 15,3%, a annoncé l'Institut national de la statistique de Tunisie. Ce taux correspond à un total de 628 600 chômeurs correspondant à 12,3% chez les garçons et 22,8% chez les filles. Le taux de chômage a cessé de grimper en Tunisie entre juillet à septembre 2017 et reste considérable. D'après les données rendues publiques par l'Institut national de statistique (INS), ce taux s'est arrêté durant le troisième trimestre de cette année à 15,3% avec 628 600 chômeurs parmi la population active du pays, soit le même taux que celui du deuxième trimestre de l'année en cours. Ce taux réparti selon le genre fait 12,3% chez les garçons et 22,8% chez les filles et représente au cours de la période ciblée 270 600 chômeurs

diplômés de l'enseignement supérieur contre 250 600 chômeurs-diplômés durant le 2^e trimestre. A cet égard, l'INS précise que le taux de chômage auprès des diplômés de l'enseignement supérieur s'élève à 30,6% et 30,3% respectivement durant les 3^e et 2^e trimestres de l'année en cours. En Tunisie, la population active a atteint 4 100 800 citoyens dont 2 929 400 hommes et 1 181 400 femmes, ce qui représente respectivement 71,2% et 28,8% du total de cette population active. L'INS en déduit que la population active ayant un travail est de 3 472 200 Tunisiens dont 912 000 femmes. Elle est répartie dans plusieurs secteurs d'activités, dont les services qui détiennent 52,3%, suivis par les industries manufacturières qui sont pour 18,3%, le secteur non-manufacturier qui détiennent 15,2% et enfin l'agriculture et pêche qui prennent 14,3%. Pour

l'INS, il faut remarquer qu'il y a une progression à ce niveau. Il s'agit d'une croissance par rapport au second trimestre d'environ 14 100 travailleurs supplémentaires. Même si le taux n'a pas bougé, il reste tout de même élevé. «La faiblesse de la croissance, la persistance d'importants déséquilibres macroéconomiques en matière de gestion des finances publiques et le retard pris dans la mise en œuvre concrète des réformes structurelles stratégiques (réforme fiscale, réforme de la fonction publique, réforme du marché du travail, réforme des entreprises publiques, notamment) n'auront pas permis en 2016 de répondre au principal défi auquel la Tunisie fait face depuis 2011 consistant dans la persistance d'un chômage structurel élevé», constatait l'INS dans son rapport sur les Perspectives économique africaines 2017.

La croissance rebondit malgré le taux de chômage élevé

D'après les experts, malgré ce taux de chômage élevé, la croissance économique de la Tunisie devrait rebondir cette année et l'année prochaine. Pour la Banque africaine de développement (BAD), ceci est justifié par «l'accélération escomptée de l'investissement, liée au démarrage des grands projets prévus dans le Plan de développement stratégique (PDS) 2016-20», mais aussi par l'accélération du rythme de mise en œuvre des réformes structurelles notamment celle relative à la réforme de la Fonction publique dans le cadre du programme mis en œuvre par le Fonds monétaire international (FMI) avec l'appui des partenaires au développement.

Samy N.

Lors d'une opération internationale Saisie de 4 tonnes de cocaïne au Maroc et en Espagne, 40 arrestations

PRÈS de quatre tonnes de cocaïne d'une valeur estimée à plus de 100 millions d'euros ont été saisies en Espagne et au Maroc lors d'une opération internationale qui s'est soldée par 40 arrestations, a annoncé le ministère espagnol de l'Intérieur. Dans un communiqué, le ministère a expliqué que lors de cette opération, entamée en 2016, la Garde civile a saisi en Espagne 1,3 tonne de cocaïne et plus de 13 millions d'euros en liquide. L'agence antidrogues américaine (DEA) et les polices allemande et italienne ont également participé à l'opération, selon l'AFP. Cela a permis, selon le ministère espagnol, de «démanteler une importante organisation criminelle basée en Espagne et au Maroc et dirigée depuis le Venezuela par un citoyen espagnol qui est recherché». L'argent tiré des ventes de drogue était envoyé au Venezuela, entre autres, à travers des «personnes avec peu de moyens économiques», qui «cachaient l'argent dans leurs bagages». Trente-quatre hommes et six femmes, de nationalités espagnole, britannique et marocaine, ont été arrêtées au Maroc et en Espagne. Un Espagnol a également été arrêté en Allemagne, alors qu'il «tentait de fuir au Venezuela». Selon le communiqué du ministère espagnol, il était basé à Francfort et est accusé d'avoir blanchi de l'argent en vendant et achetant des véhicules. La drogue «pourrait avoir atteint, sur le marché espagnol, une quantité de plus de 103 millions d'euros», poursuit le communiqué. C'est l'une des saisies de cocaïne les plus importantes des dernières années en Espagne comme au Maroc. En mai dernier, les autorités espagnoles avaient intercepté dans l'océan Atlantique un navire battant pavillon vénézuélien chargé de 2,4 tonnes de cocaïne. En décembre 2015, elles avaient saisi trois tonnes de cocaïne colombienne en Galice (nord-ouest) et sur la Costa del Sol (sud). L'Espagne est le principal point d'entrée de la drogue en Europe, de par sa proximité avec l'Afrique du Nord, région productrice de cannabis, et ses liens avec l'Amérique du Sud d'où provient la cocaïne.

R. M.



Liban

Saad Hariri et Emmanuel Macron tentent à Paris de désamorcer la crise

■ Le Premier ministre libanais démissionnaire, Saad Hariri, s'est entretenu, hier à Paris, avec le président Emmanuel Macron, pour tenter de trouver une issue à la crise libanaise qui reste entière, avant un retour annoncé pour mercredi à Beyrouth.

Par Rosa C.

Arrivé par avion privé tôt hier à l'aéroport du Bourget, au nord de Paris, M. Hariri s'est rendu à la mi-journée à la présidence de la République française. Il a eu un bref entretien avec le chef de l'État, avant un déjeuner en compagnie de leurs épouses et du fils aîné de M. Hariri.

Les deux autres enfants du couple, adolescents, sont restés en Arabie saoudite, où ils résident et sont scolarisés.

«Ahlan wa sahlan ! Bienvenue à Paris Saad Hariri», a tweeté le président Macron, en postant une vidéo tournée dans l'Élysée.

Un peu plus tôt, M. Macron s'était entretenu au téléphone avec le président libanais Michel Aoun, qui «l'a remercié pour l'action de la France en faveur du Liban», a indiqué l'Élysée. Le

président Aoun lui a également confirmé que Saad Hariri «sera(it) à Beyrouth le 22 novembre, jour de la fête nationale», comme l'avait annoncé précédemment la présidence libanaise. «Le président Aoun a reçu ce matin un appel téléphonique de M. Hariri l'informant qu'il se rendra au Liban pour participer à la célébration de la Fête de l'indépendance», avait tweeté cette dernière. Ancienne puissance mandataire du Liban, la France a joué les médiateurs et le président Macron a invité à Paris M. Hariri et sa famille «pour quelques jours ou quelques semaines», afin de tenter de sortir de l'impasse née de sa démission annoncée le 4 novembre à Riyad. Une solution acceptée par M. Hariri avec l'accord du parrain saoudien. Le président Macron a précisé qu'il recevrait Saad Hariri «en tant que Premier ministre» du Liban car «sa démission n'est

pas reconnue dans son pays puisqu'il ne s'y est pas rendu». Le séjour prolongé de M. Hariri en Arabie saoudite et le fait qu'il ne soit pas revenu au Liban pour remettre par écrit sa démission au président comme le veut la tradition a fait l'objet d'intenses spéculations. Le président Aoun l'avait qualifié d'«otage» de l'Arabie saoudite. Dans un tweet, M. Hariri avait affirmé que son séjour à Riyad visait simplement «à mener des consultations concernant l'avenir du Liban et ses relations avec ses voisins arabes». «Tout ce qui se dit (...) sur mon séjour (...) n'est que rumeurs», avait-il ajouté. L'arrivée à Paris de Saad Hariri a été «expressément saluée» par le ministère allemand des Affaires étrangères. «Nous avons en raison de la situation actuelle (au Proche-Orient) de grandes inquiétudes quant à la stabilité de la région et appelons toutes les parties à réduire les tensions», a indiqué un porte-parole du ministère dans un communiqué.

L'Arabie saoudite a décidé de rappeler son ambassadeur à Berlin pour protester contre des déclarations du ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel qui avait laissé entendre que M. Hariri subirait l'influence de Riyad, a annoncé hier l'agence officielle saoudienne SPA. «Ces déclarations sont hasardeuses, fondées sur des



Ph. > D. R.

informations erronées et ne servent pas la stabilité dans la région», a commenté le porte-parole du ministère saoudien des Affaires étrangères, cité par SPA. Jeudi, M. Gabriel avait déclaré lors d'une conférence de presse à Berlin avec son homologue libanais Gebrane Bassil que «le Liban risquait de retomber dans de graves confrontations politiques et peut-être militaires». Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian avait, lui, rencontré jeudi M. Hariri à Riyad, où le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir avait assuré qu'il était libre de partir «quand il veut». Détenteur de la nationalité saoudienne, M. Hariri, 47 ans, possè-

de une résidence à Riyad où sa famille est installée. Il a repris le flambeau politique à la mort de son père, Rafic Hariri, un ancien Premier ministre tué dans un attentat à Beyrouth en 2005 pour lequel cinq membres du Hezbollah chiite libanais sont accusés. En annonçant sa démission, M. Hariri avait invoqué la «mainmise» du Hezbollah – membre du gouvernement et soutenu par l'Iran – sur la vie politique au Liban et des craintes pour sa vie, au moment où Riyad fulminait contre les ingérences prêtées au rival iranien dans la région. Pour plusieurs médias libanais, si M. Hariri devait confirmer sa démission, la crise s'aggraverait au Liban. R. C.



Points chauds

Attaques

Par Fouzia Mahmoudi

S i ces derniers mois l'Iran a eu des échanges tendus avec les États-Unis, dont le président a notamment refusé de certifier l'accord sur le nucléaire, signé en 2015 par Barack Obama, aujourd'hui, c'est avec la France que la République islamique a du maille à partir. En effet, pour la seconde fois en 24 heures, Téhéran a dénoncé la position de Paris qui demande une révision de la politique régionale et du programme balistique de l'Iran, malgré le rapprochement entre les deux pays depuis l'accord nucléaire. Tout en réaffirmant sa volonté de «dialoguer» avec l'Iran, le président français Emmanuel Macron avait exprimé vendredi le «souhait que l'Iran ait une stratégie régionale moins agressive» et s'était inquiété de «sa politique balistique qui apparaît non maîtrisée». «Sur les questions de défense et du programme balistique, nous ne demandons la permission à personne (...) En quoi cela regarde (le président français Emmanuel) Macron ? Qui est-il pour s'ingérer dans ces affaires ?», a déclaré hier Ali Akbar Velayati, le conseiller du guide suprême Ali Khamenei pour les affaires internationales à la télévision d'État. «S'il veut que les relations entre l'Iran et la France se développent, il doit essayer de ne pas s'ingérer dans de telles affaires, car c'est contraire aux intérêts nationaux de la France», a-t-il ajouté. «C'est évident que notre réponse est négative» aux demandes de la France de négocier sur la question balistique et la politique régionale de l'Iran. Le responsable iranien a encore affirmé que son pays ne demanderait «pas la permission aux autres» pour savoir s'il peut avoir des missiles ou pas, «quelle doit être leur portée». Déjà vendredi, l'Iran avait critiqué une première fois la France après des déclarations du chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian accusant Téhéran de «tentatives hégémoniques» au Moyen-Orient. Le Drian avait fait sa déclaration depuis Riyad, peu après une visite de Macron en Arabie saoudite, grand rival de l'Iran dans la région. Le porte-parole de la diplomatie iranienne avait alors affirmé que la «partialité» de la France aggravait les crises régionales. «Je conseille au président français d'essayer de suivre l'approche du général De Gaulle et d'avoir une politique semi-indépendante par rapport aux États-Unis, allié de Riyad», a déclaré encore Ali Akbar Velayati, qui a été ministre des Affaires étrangères pendant 16 ans, entre 1981 et 1997. Reste à savoir si Macron continuera ainsi ses attaques ou si soucieux d'avoir un rôle d'intermédiaire entre Téhéran et le reste de l'Occident, il calmera son discours qui, de toute évidence, non seulement ne plaît pas, mais provoque l'ire de l'Iran qui est déjà hebdomadairement attaqué par Washington. F. M.

Zimbabwe

Des milliers de personnes dans la rue pour demander le départ de Mugabe

Des milliers de Zimbabwéens sont descendus hier dans les rues d'Harare pour demander le départ du président Robert Mugabe, progressivement lâché par ses plus fidèles alliés, une mobilisation appuyée par l'armée qui a pris cette semaine le contrôle du pays.

«Trop c'est trop, Mugabe doit partir», «Repose en paix Mugabe», «Non à la dynastie Mugabe», pouvait-on lire sur des pancartes brandies par des manifestants euphoriques, des Noirs mais aussi, fait rare, des Blancs.

Ces manifestations anti-Mugabe, qui ont débuté hier matin pacifiquement, clôturèrent une semaine de crise politique inédite au Zimbabwe, où l'armée a pris le contrôle du pays et assigné à résidence le chef de l'État, au pouvoir depuis 1980.

L'intervention de l'armée représente un tournant dans le long règne de Robert Mugabe, marqué par la répression de toute opposition et une grave crise économique. Environ 90%

de la population active est au chômage. A 93 ans, le plus vieux chef d'État en exercice de la planète se retrouve de plus en plus isolé, abandonné par ses alliés les plus précieux : après l'armée et les anciens combattants, les sections régionales du parti présidentiel de la Zanu-PF l'ont à leur tour lâché vendredi soir et demandé son départ.

«J'ai 30 ans. Imaginez-vous. Je n'ai jamais travaillé, et cela est cause du régime Mugabe. Donc on demande du changement», a expliqué hier à l'AFP Kelvin Shonhiwa, un manifestant qui agitait un drapeau du Zimbabwe. «On a attendu trop longtemps ce jour», a assuré Emma Muchenje, 37 ans, dans un concert de klaxons assourdissants.

Stephanus Krynauw, un fermier blanc expulsé dans le cadre de la réforme agraire très controversée de Robert Mugabe lancée en 2000, était aussi de la partie : «Ça fait longtemps qu'un truc pareil n'est jamais arrivé, être ensemble», la majorité noire

et la minorité blanche issue des descendants de colons britanniques.

Les manifestants ont répondu à l'appel des anciens combattants du Zimbabwe – acteurs incontournables de la vie politique – et de mouvements de la société civile, dont le mouvement ThisFlag du pasteur Ewan Mawarire, un des acteurs clés d'une fronde anti-Mugabe réprimée en 2016 par les forces de sécurité. Les soldats étaient présents hier dans les rues d'Harare, mais cette fois-ci les manifestants les saluaient, et leur serraient la main. Certains brandissaient même des portraits du chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, qui «appuie pleinement» les manifestations.

Dans la nuit de mardi à mercredi, l'armée est intervenue – sans effusion de sang – à Harare en soutien à Emmerson Mnangagwa, limogé une semaine plus tôt de son poste de vice-président.



Deux expositions d'art plastique à Constantine

Une variété de couleurs

avec des thèmes multiples

■ Les salles d'exposition 1 et 2 du Palais de la culture «Mohamed-Laid-El-Khalifa» de Constantine sont embellies depuis jeudi par la présentation de plus de cent peintures éblouissantes, agrémentées de couleurs de toutes les inspirations, dans le cadre de l'ouverture de deux expositions d'art plastique.



Par Abia Selles

Deux expositions sont ouvertes depuis samedi au Palais de la culture «Mohamed-Laid-El-Khalifa» de Constantine.

La grande salle du palais de la culture, qui accueille une exposition collective de huit

artistes peintres, renferme des toiles créatives conjuguant l'impressionnisme, le symbolisme et l'art abstrait avec un assemblage de couleurs oscillant entre des teintes vives et sombres sous le slogan : «Une forme, une couleur».

La petite salle, pour sa part, abrite les œuvres de deux

artistes locaux, Rabah Lemloume et Mohamed Cherif Bouanaka, qui exposent des toiles traduisant des styles et des techniques variées (pinceau, stylo, couteau) dans un cadre artistique mettant en lumière les contradictions de l'esprit humain, des paysages ainsi que d'autres toiles mettant l'accent sur la beauté de la ville du vieux rocher en dépit de l'effondrement de ses vieilles bâtisses. A l'ouverture de ces deux expositions, le public a sillonné les différents pavillons où chaque artiste a présenté une esquisse de ses œuvres, et délivré le message qu'il voulait véhiculer à travers ces peintures,

ainsi que les techniques utilisées.

Dans ce contexte, M^{me} Bariza Zahi, chef de service des activités culturelles à la direction locale de la culture et qui figure parmi les participants de l'exposition collective, a fait savoir à la presse qu'elle participe à cette exposition avec quatre toiles ayant pour dénominateur commun le reflet de «la réalité sociale, symbolisée par la femme» qu'elle considère comme «la matrice».

Cette artiste a affirmé avoir intitulé «Le deuil» l'une de ses toiles pour traduire la peine profonde d'une mère suite à la disparition de ses enfants, préci-

sant que cette toile est inspirée d'une famille dont la mère a perdu ses enfants dans des circonstances tragiques dans un laps de temps n'excédant pas deux semaines, alors que les trois autres peintures ont été baptisées «La conspiration», «Le duel des jours» et «La mémoire».

Abondant dans ce sens, l'artiste peintre Massika Belhoula a expliqué que les thèmes de ses peintures sont centrés sur «les femmes et le rêve de la paix», ajoutant que ce qui l'a le plus encouragé à investir ce créneau, c'est d'avoir évolué dans un milieu artistique où plusieurs membres de sa famille pratiquent le dessin et le chant en sus de jouer d'un instrument de musique, en particulier dans le style andalou.

L'artiste, diplômée depuis 1998 de l'Ecole régionale des beaux-arts, a fait part de sa participation le 20 novembre en cours à une exposition d'arts plastiques organisée en Espagne, dédiée à la femme orientale et aux instruments de musique andalouse.

L'exposition, initiée par la direction de la culture dans le cadre de la célébration du 63^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution libératrice, se poursuivra jusqu'au 30 novembre, selon les organisateurs.

A. S.

Avant son inhumation hier à Tlemcen

Les amis de Choukri Mesli lui rendent un dernier hommage

Les amis et étudiants du défunt plasticien Choukri Mesli ont rendu, vendredi, un dernier hommage au défunt Choukri Mesli dont la dépouille était exposée au Palais de la culture, et ce, avant son inhumation qui a eu lieu, hier, à Tlemcen.

Le représentant du ministre de la Culture, Aissani Hicham, a salué, dans une oraison funèbre, la grande empreinte laissée par le défunt dans le monde de l'art algérien, estimant que l'Algérie a perdu «un pilier de l'art plastique» et un homme «ayant la stature des grands».

Prenant la parole au nom des étudiants des arts plastiques, l'artiste plasticien Karim Sergoua a estimé que le défunt «n'était pas seulement un accompagnateur pédagogique mais aussi un enseignant humaniste», rappelant le rôle du défunt d'avoir suscité l'espoir dans le cœur des artistes peintres

durant les années 1990. Denis Martinez, un autre plasticien, estime que l'Algérie et l'art plastique ont perdu «un pilier important».

L'artiste peintre Djahida Houadef a souligné que «le défunt a beaucoup apporté à l'art algérien par sa présence et son écoute», rappelant qu'il «s'employa à donner à la peinture algérienne une identité particulière». Elle a également tenu à se recueillir à la mémoire des plasticiens algériens Salah Hioun et Belkacem Boufersaoui, décédés récemment.

Après avoir observé une minute de silence, le fils du défunt a souligné que le silence était la source d'inspiration de son père.

L'artiste peintre Choukri Mesli, l'un des fondateurs de la peinture moderne en Algérie, est décédé lundi dans un hôpital parisien à l'âge de 86 ans.

Né à Tlemcen le 8 novembre 1931 dans une famille d'intellectuels et de musiciens,

Choukri Mesli fera son cursus scolaire du primaire au lycée dans sa ville natale avant de s'installer avec sa famille à Alger en 1947. Ses premiers pas dans le monde de la peinture remontent à cette époque et le conduisent à l'Ecole des beaux-arts d'Alger où il a été élève du grand miniaturiste Mohamed Racim. Il participe à la création de la revue «Soleils».

En 1954, il entre à l'Ecole des beaux-arts de Paris et commence dès 1956 à exposer ses œuvres avant de renoncer à sa passion pour rejoindre les rangs du Front de libération nationale (FLN) en participant à la grève des étudiants en 1956.

Membre fondateur de l'Union nationale des arts plastiques (UNAP), il a participé à plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger.

L. B.

Palais des rais-Bastion 23

Deux expositions au bonheur du public

Une exposition d'art plastique regroupant sept artistes algériens s'est lancée vendredi au niveau des Palais des rais. Entre diplômés de l'Ecole des beaux-arts d'Alger et artistes autodidactes, cette exposition, organisée par le Centre des arts et de la culture du Palais des rais, mettra en avant les œuvres de plusieurs talents algériens contemporains, à savoir Nadia

Khelifi, Bachir Mossadegh, Maalem Fatima, Safia Amara, Hamid Ait Menguelet, Maalem Amel et Zahia Kaci. Le vernissage a eu lieu vendredi en fin de journée. L'exposition s'étendra jusqu'au 6 décembre 2017.

Pour rappel, une autre exposition photographique se déroule en parallèle au même endroit, intitulée «Il y a Cent ans en Algérie». Cette dernière regrou-

pe des photographies prises il y a un siècle en Algérie, les clichés sont majoritairement ceux d'hommes et de femmes algériens. Au travers de cette série de photos, il nous est possible de découvrir comment les traditions algériennes dans plusieurs régions du pays, mais en grande partie du Sud, étaient préservées, dans les tenues vestimentaires et les activités artisanales.

Peuple qui a su tenir à ses valeurs et à son identité malgré la colonisation, cette exposition lui rend hommage tout en offrant une occasion à la jeune génération d'en apprendre davantage sur ses ancêtres. «Il y a cent ans en Algérie» a déjà été exposée à Laghouat, El Menéa, Ghardaïa, Djelfa, Adrar, Timimoun, Ouargla et Touggourt.

L. B.

Prévu pour le 30 novembre

Lila Borsali animera un spectacle «Soufia»

Lila Borsali revient à Alger pour la seconde fois avec son nouveau spectacle «Soufia», à la salle Ibn Zeydoun, le jeudi 30 novembre 2017. Le spectacle, présenté donc pour la 2^e fois seulement, coïncidera avec la célébration du Mawlid Ennabaoui

Echarif, il sera alors entièrement dédié aux chants religieux, plus particulièrement aux chants soufis comme son nom l'indique. Dans une ambiance et un décor correspondants à l'occasion, la chanteuse transportera son public à travers ses interprétations du

Samaâ et des Ahkam, tout en faisant découvrir des histoires connues de sages soufis. La soirée aura lieu à la salle Ibn Zeydoun au niveau de Riadh El Feth, le 30 novembre à 19h00. Les tickets sont disponibles au niveau de la salle au prix de 800 DA.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Seen Art Galery (Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition «Bleu mystique» de Karim Meziani.

Galerie d'art Dar El-Kenz (lot Bouchaoui 2, N° 325, Chéraga, Alger)

Du 11 au 25 novembre :

«18^e Salon d'automne du petit format», avec la participation de 23 artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Catherine Rossi, Djazia Cherrif, Safia Zoulied, H'ssien, Rachid Talbi, Adlène Djefal et Moussa Bourdine. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h et le samedi de 10h à 17h.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger)

Du 11 au 30 novembre :

Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma.



Coup-franc direct

Des chantiers et des objectifs

Par Mahfoud M.

La situation de la JS Kabylie qui engage sa première saison sans son président emblématique, Moh Chérif Hannachi, est quelque peu difficile mais pas chaotique. Sans doute que les proches de l'ancien patron des Canaris pensaient que sans leur parrain le club se disloquerait et partirait en fumée. Mais sur le terrain, des gens amoureux de ce club emblématique se démènent comme ils le peuvent pour relancer la machine et le transcender après des moments durs qui les ont poussés à se donner à fond pour tenter de faire de leur mieux et le relancer. Ces gens ont besoin du soutien des fans et des sympathisants du club, car la réussite vient avec l'appui de tous. Des chantiers attendent le nouveau bureau directeur qui a déjà fait un geste envers le club en réglant une partie de la dette qui date du temps de sa gestion par l'ancien président. Des dirigeants qui se respectent fixent des objectifs qu'ils se doivent ensuite de respecter, et ce n'est pas en un laps de temps court qu'on pourra mener cette formation aux cimes. Il faudra donc donner du temps à cette équipe dirigeante pour voir si elle peut ramener la sérénité au club et lui donner une autre dimension après s'être contenté de jouer le maintien durant les dernières années.

M. M.

Equipe nationale de football Madjer aurait aimé que les qualifications soient maintenues

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale d'Algérie de football, Rabah Madjer, a regretté vendredi la décision du comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) de reporter la reprise des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019, de mars à octobre 2018. «J'aurais aimé jouer face à la Gambie en mars prochain, mais nous devons respecter les décisions de la CAF. La prochaine date de la Fédération internationale (Fifa) en mars 2018 va nous permettre ainsi de jouer un ou deux matchs amicaux», a déclaré à l'APS le premier responsable des Verts. Ayant entamé la campagne qualificative pour la CAN-2019 en juin dernier en battant à Blida son homologue togolaise (1-0), l'équipe nationale devait se déplacer en mars prochain à Banjul pour donner la réplique au «Scorpions» de la Gambie dans le cadre de la 2^e journée (Gr.D). Lors d'une session

tenue jeudi à Rabat (Maroc), la CAF a accepté de déplacer les qualifications de la CAN-2019 de mars à octobre 2018 pour permettre aux cinq équipes du continent qualifiées pour le Mondial 2018 en Russie, en l'occurrence le Nigeria, le Sénégal, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc, de disputer des matches amicaux de préparation à cette période. «Certainement, nous allons être sollicités pour des tests amicaux en mars par les pays qualifiés pour le Mondial 2018. Je pense que l'Algérie reste un bon sparing-partner, je suis disposé à accepter de jouer contre des mondialistes, que ce soit une équipe européenne ou bien africaine pour permettre à notre équipe de se frotter contre des adversaires de qualité», a ajouté Madjer, désigné à la tête du «Club Algérie» en octobre dernier en remplacement de l'Espagnol Lucas Alcaraz, démis de ses fonctions pour mauvais résultats.

Ligue 1 Mobilis (12^e journée) Le CSC et la JSS confirment, le MCA se rattrape

■ Le leader, le CS Constantine, et son dauphin, la JS Saoura, vainqueurs lors de la 12^e journée, continuent leur folle chevauchée en tête du classement, alors que le MC Alger prend provisoirement la 3^e place au classement du championnat de Ligue 1 Mobilis, en attendant l'épilogue de la journée ce samedi.

Par Mahfoud M.

A tout seigneur, tout honneur, le CSC qui accueillait le MC Oran devant un public record n'a pas raté l'occasion de glaner les trois points de la victoire, grâce à son habituel goleador Mohamed Amine, qui a admirablement transformé à l'heure du jeu, un caviar de son compère Abdenour Belkheir. Abid signalait à cette occasion son 9^e but de la saison. C'était suffisant pour les Sanafirs de maintenir à distance les gars du sud-ouest algérien, la JS Saoura, à une distance respectable (4 points). Cette dernière a réalisé l'exploit de la 12^e journée en battant au stade Omar-Hamadi (Alger) l'USM Alger (2-0). Les deux buts inscrits à chaque temps additionnel de la partie (45+2 et 90+2), ont permis à la JSS de consolider sa place de dauphin, à cinq points de l'actuel 3^e en l'occurrence, le MC Alger. Les Rouge et Noir (12^e - 12 pts) traversent une mauvaise période, décrochant un petit point lors de leurs trois derniers matches. Ils ont mal préparé leur derby face au voisin, le MC Alger, prévu mardi prochain au stade du 5-Juillet (Alger). Deux autres matches en retard attendent les Usmistes contre l'US Biskra puis l'ES Sétif. En revanche, le MC



Le CSC toujours leader

Alger a bien préparé son «big match» en battant dans la doubleur la courageuse équipe du DRB Tadjenant. L'attaque mouloudienne reste encore muette, comme l'attestent les deux buts inscrits par les défenseurs, Hachoud et Boudebouda. Entre-temps, le DRBT qui a égalisé au début de la 2^e période, reste dans la zone de turbulence. A Médéa, l'OM et la JS Kabylie sont restés muets (0-0), ce qui n'arrange pas les affaires des locaux, toujours incapables de gagner à domicile depuis plusieurs journées. L'autre bonne opération de la journée est à mettre à l'actif de l'USM Bel-

Abbès, victorieux sur le terrain de l'USM Harrach (2-1) grâce à un doublé de Zouari. Cette victoire permet aux hommes de Si-Tahar Chérif El-Ouzzani de renouer avec le succès, contrairement aux Harichis, menacés plus que jamais de la relégation. L'USMH occupe actuellement la 14^e place avec 9 pts, en compagnie de l'US Biskra qui compte deux matches en moins. M. M.

Les résultats:

USMA-JSS	0-2
OM-JSK	0-0
USMH-USMBA	1-2
CSC-MCO	1-0
MCA-DRBT	2-1

Ligue 2 Mobilis (12^e journée) L'ASAM seule en tête, l'ASO défaite

La victoire du leader AS Ain M'lila chez le MC El Eulma (1-0), la défaite de son dauphin la JSM Skikda chez le MC Saïda (1-0) et le nul ramené par la lanterne rouge RC Kouba de son déplacement chez le WA Tlemcen (1-1), sont les faits saillants de la 12^e journée de Ligue 2 Mobilis de football, disputée vendredi et marquée également par la première défaite de la saison de l'ASO Chlef, battue chez le MO Béjaïa (3-1). Soumise à rude épreuve par une entreprenante équipe eulmie, qui était dans l'obligation de réussir un bon résultat pour s'éloigner de la zone rouge, l'ASAM a attendu l'heure de jeu pour débloquer la situation,

grâce à Hachem (65). Un résultat durement acquis, mais que les Rouge et Noir n'ont pas eu trop de mal à défendre, surtout que l'équipe adverse était réduite à dix, après l'expulsion de Si-Mohamed pour contestation de décision. Un précieux succès qui permet au leader de consolider son capital avec 28 points, et de prendre ainsi le large avec désormais quatre longueurs d'avance sur le MO Béjaïa, nouveau dauphin, après avoir infligé à l'ASO Chlef sa première défaite de la saison (3-1). Les Crabes ont ouvert le score par Salhi, sur un penalty à la 19', avant de «tuer» le match par Belkacemi, auteur d'un doublé aux 33' et 80', alors que l'ASO a juste réussi à sauver l'honneur, par Kaïbou (63'). Le club de Yemma Gouraya déloge ainsi de la 2^e place la JSM Skikda, battue de son côté (1-0) chez le MC Saïda, sur un penalty de Belaid Hamidi (83'). De son côté, la lanterne rouge, RC Kouba, semblait en bonne voie de ramener une importante victoire de Tlemcen,

après l'ouverture du score par Amrane (17'), mais l'expulsion de Chehatai à la 30' a eu un impact négatif sur son rendement pour la suite de la rencontre, ou elle a même dû concéder l'égalisation devant El Bahari (44'). Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires du WAT, qui se maintient à la 10^e place, avec 13 points, au moment où le RCK reste bon dernier, avec seulement huit unités au compteur. Autres faits saillants lors de cette 12^e journée de Ligue 2 Mobilis, les incroyables retournements de situations à Boussaâda et à Bordj Bou-Arréridj, où l'issue finale des matchs ne s'est décidée que dans le temps additionnel. L'Amel Boussaâda menait en effet (1-0), grâce à Saïghi, ayant transformé un penalty à la 37' et ce n'est qu'à la 90' que la JSM Béjaïa a réussi à arracher l'égalisation par le fraîchement incorporé, Moussi (1-1). Même scénario à Bordj, où les Criquets ont attendu la 74' pour ouvrir le score, grâce à Athmani (1-0), avant de se faire rejoindre (1-1) à

la 90'+2, par l'intermédiaire de Korichi. Mais les Jaune et Noir n'ont rien lâché, jusqu'au coup de sifflet final, et leur sérieux a été payant, puisque Bouflih leur a permis de reprendre l'avantage au score (2-1), en transformant un penalty à la 90'+4. A Oran, le CAB a été cueilli à froid, puisque l'ASMO a ouvert la marque dès la 3^e minute par Masmoudi, et il a été incapable de remonter ce score, surtout après l'expulsion

de Mebarqui, après un 2^e carton jaune à l'heure de jeu et qui a obligé le club des Aurès à terminer le match à dix. Enfin, le GC Mascara (11') et le RC Relizane (6') se sont neutralisés (0-0) en match de clôture de cette 12^e journée, disputé en début de soirée et marqué par le ratage d'un grand nombre d'occasions, de part et d'autres.

R.S.

Résultats et classement :

WAT-RCK		1-1
ABS-JSMB	1-1	
MCEE-ASAM		0-1
ASMO-CAB	1-0	
MCS-JSMS	1-0	
MOB-ASO	3-1	
GCM-RCR	0-0	
CABBA-CRBAF	2-1	

	Pts	J
1). AS Ain M'lila	28	12
2). MO Béjaïa	24	12
3). JSM Skikda	23	12
4). ASO Chlef	21	12
-). JSM Béjaïa	21	12
6). RC Relizane	20	12
7). CABB Arréridj	18	12
8). ASM Oran	16	12
9). MC Saïda	15	12
10). WA Tlemcen	13	12
11). Amel Boussaâda	11	12
-). GC Mascara	11	12
13). MC El Eulma	10	12
-). CA Batna	10	12
15). CRB Ain Fekroune	9	12
16). RC Kouba	8	12

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mise en service progressive des applications de fonctionnement des agences commerciales

Parer aux cyberattaques d'Algérie Télécom

LA MISE en service des applications nécessaires au fonctionnement des agences commerciales d'Algérie Télécom se fait progressivement à partir de ce samedi, afin de garantir un traitement sans risque des données de ses clients, indique cette entreprise publique dans un communiqué. «Suite aux tentatives d'attaques informatiques dont a été victime notre système d'information, et afin de garantir un traitement sans risque des données de nos clients, la mise en service des applications nécessaires au fonctionnement des agences commerciales se fait progressivement à partir de ce matin», précise le communiqué. L'entreprise qui signale, par ailleurs, que le traitement des

requêtes des clients au niveau de ses agences risque de connaître «quelques perturbations» tout au long de la journée (samedi), s'excuse auprès de sa clientèle et la rassure «quant aux efforts déployés par ses équipes pour garantir la continuité du service et une parfaite sécurisation des systèmes».

Le système d'information d'Algérie Télécom a été la cible, depuis quelques jours, d'une série de tentatives d'attaques qui «n'ont pas abouti», avait indiqué vendredi l'entreprise, tenant à assurer que les services de sécurité ont réussi à identifier le concerné et que la situation est «maîtrisée sans complications majeures».

Fatah Y.

Premier league anglaise/ Leicester City

Mahrez refuse de faire une fixation sur son avenir



LE MILIEU international algérien de Leicester City (Premier league anglaise de football) Riyad Mahrez, a refusé de faire une fixation sur son avenir avec les «Foxes», à quelques semaines de l'ouverture du mercato hivernal. «Je suis heureux, je suis ici depuis quatre ans et j'adore ce club. Je suis très content. Je ne veux pas penser au mercato hivernal. Nous avons encore 12 matchs à jouer jusqu'en janvier donc si je pense à ça maintenant, je ne vais pas jouer au football. J'ai besoin de jouer et de me concentrer sur le

football, et nous verrons», a affirmé le joueur algérien à «Soccer Saturday». L'ailier de 26 ans, encore sous contrat jusqu'en 2020 était fortement convoité l'été dernier par les Italiens de l'AS Rome, dont les offres ont été toutes rejetées par Leicester qui a poussé le vice-champion d'Italie à abandonner la piste du natif de Sarcelles (France). Après une saison 2014-2015 étincelante marquée par 17 buts en Premier league et un titre de champion, la forme de l'attaquant algérien a baissé la saison dernière (6 buts) alors que le club n'a terminé que 12^e du championnat, parvenant néanmoins à se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions et ce, pour sa première participation dans cette épreuve. Cette saison, Mahrez ne compte que quatre réalisations avec Leicester, toute compétition confondues. Formé au Havre (France), Mahrez s'était engagé avec Leicester en janvier 2014. Six mois après, il accède avec les «Foxes» en Premier league.

Racim S.

Centre africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme l'OIAC attribue le Prix-La Haye 2017 au CAERT

LE DIRECTEUR-Général de l'Organisation pour l'interdiction des Armes Chimiques (OIAC), Ahmet Uzümcü, a annoncé la décision du Comité de l'OIAC d'attribuer au Centre africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme (CAERT) dont le siège est à Alger, le Prix-La Haye 2017. L'Université de Rome Tor Vergata a également reçu le même prix. Ce prix de l'OIAC constitue une reconnaissance

aux efforts du CAERT est une mise en valeur de sa contribution exceptionnelle à la lutte contre le terrorisme et aux objectifs de la Convention sur les armes chimiques (CWC). L'ambassadeur Uzümcü a félicité le CAERT et a déclaré que «les lauréats de cette année ont fait progresser les objectifs de la Convention sur les armes chimiques pour parvenir à un monde exempt d'armes chimiques. Les deux institutions

Des migrants vendus comme esclaves en Libye

Loumis

Djalou@hotmail.com

Durant les dernières 48 heures

Près de 300 harraga sauvés au large des côtes algériennes

Les unités des gardes-côtes des Forces navales de l'Armée nationale populaire ont procédé, durant les dernières 48 heures, au sauvetage de 286 candidats à l'émigration clandestine à bord d'embarcations de fortune, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

Dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, les unités du Service national de gardes-côtes des Forces navales de l'Armée nationale populaire ont procédé, durant la période allant de jeudi 16 au samedi 18 novembre 2017, à l'interception et sauvetage, d'un nombre total de 286 citoyens algériens candidats à l'émigration clandestine à bord d'embarcations de fortune», note la même source.

«A cet effet, en dépit de l'ampleur prise par les tentatives de quitter le territoire national de manière illégale, les unités du Service national de gardes-côtes des Forces navales demeurent vigilantes et mobilisées, de façon permanente, en vue d'intercepter

et neutraliser les réseaux de passeurs et ce, en coordination avec les services de sécurité concernés», ajoute le communiqué du MDN.

Oran /26 candidats à l'émigration clandestine interceptés au large de Cap Falcon

Quelque 26 candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés, samedi, tôt dans la matinée, au large de Cap Falcon (Aïn El Turck), par les unités territoriales des gardes-côtes d'Oran, dans deux opérations distinctes, a-t-on appris du chargé de la communication de ce corps de sécurité.

Le premier groupe de ces harraga, composé de huit personnes, a été intercepté à 5 heures du matin tandis que le

second groupe de 18 individus a été arrêté peu de temps après la première opération, a ajouté la même source.

Les 26 candidats à l'émigration clandestine ont été remis à la Gendarmerie nationale, après les procédures d'usage.

Par ailleurs, les unités des gardes-côtes d'Oran ont mis en échec, vendredi, plusieurs tentatives d'émigration clandestine opérées par 100 harraga, interceptés à 15 miles au nord de Cap Falcon, à bord de cinq embarcations pneumatiques, selon la même source.

Pour la seule journée du vendredi quelque 200 candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés au large des côtes de l'Ouest du pays par les unités territoriales des gardes-côtes.

S. O./APS

Tizi-Ouzou et Jijel

Cinq caches pour terroristes détruites

CINQ CACHES pour terroristes, contenant 2 bombes de confection artisanale et un lot de munitions, ont été détruites vendredi à Tizi-Ouzou et Jijel, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste un détachement de l'ANP a découvert et détruit 4 caches pour terroristes contenant deux bombes de confection artisanale et un groupe électrogène, le 17 novembre 2017 à Tizi-Ouzou et à Jijel et lors d'une opération de fouille et de recherche un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert une cache pour terroristes contenant une quantité de munitions de différents calibres, un magasin de munitions, une jumelle de jour, deux cross de mitrailleur kalachnikov et divers objets», précise la même source.

Hani T.